

Plus de propriétaires... de leurs propres taudis

Piré, le nombre de propriétaires occupants en situation de grande précarité et de surendettement augmente. Particulièrement dans la région où un sur cinq est en dessous du seuil de pauvreté. « Le niveau d'indignité du logement est beaucoup plus important chez cette catégorie que parmi les locataires mal logés, précise encore Fathi Boaroua. On le voit avec les impayés sur les charges de copropriété qui se retrouvent devant les tribunaux. » Mais Paca détonne

aussi inversement par son taux de résidences secondaires atteignant les 17% et allant jusqu'à 35% dans certaines communes quand Paris culmine à 7%.

Avec une production de logements sociaux en deçà de la nécessité (lire chiffres ci-dessous) et une vacance de logements importante, Paca se retrouve face à ce paradoxe « de se vouloir une région riche alors que l'on y compte 20% de chômeurs en plus en un an et autant de RSA de plus entre 2009 et 2010 ». De quoi en faire glisser plus d'un dans la

spirale dramatique des expulsions.

Un dernier focus porte sur les populations roms, « car elles sont doublement victimes de conditions de vie en squats terrifiantes à laquelle s'ajoute un racisme fort, encouragé par l'Etat ». Une situation intolérable dans une ville qui continue de ne leur proposer que l'expulsion sans être en capacité de loger ces familles. Arlette Fructus (UMP) convient cependant : « La seule solution est la production. »

MYRIAM GUILLAUME

Des politiques « volontaristes » et pourtant...

■ Invités à la présentation du rapport, les représentants des collectivités locales se sont prononcés pour une politique volontariste en faveur du logement pour tous. Or, le mal logement gagne du terrain et les expulsions vont bon train. Quand les unes ont les budgets vissés, les autres se contentent de rentrer dans les quotas nationaux.

« Le logement n'est pas une compétence de la Ville », prévient Arlette Fructus adjointe (UMP) au maire de Marseille au logement, mais de l'Etat et de M... Pour autant « la Ville impulse une politique volontariste, en respectant la loi SRU, précise l'élue, en luttant contre l'habitat indigne, soit 500 immeubles dans le cœur de Marseille ». Du côté de la Région, Colette Charriau (EEIV) désespère : « Nous ne sommes qu'un segment de la politique du logement et travaillons avec un axe budgétaire hors de nos compétences. Mais les Régions sont menacées

par la réforme territoriale » qui étrangle et menace de stopper cette « politique volontariste ». La déléguée à l'habitat dénonce « un démantèlement de la politique nationale du logement qui devrait être une grande cause nationale et ne l'est pas ».

Et c'est bien une politique de spéculation, qui fait du logement un produit d'investissement financier, qui est mise à l'index par la Fondation. Pour y remédier, il faudrait réviser plus d'un paramètre : relancer massivement la production de logements sociaux, réguler le marché dans le parc privé. Car aujourd'hui les facilités de défiscalisation engagées par l'Etat ne permettent pas de répondre à la demande en logements sociaux et profitent à une surenchère sur les prix des loyers. Dans ce cadre figé, la baguette magique du Dalo (Droit au logement opposable) reste inopérante.

M.G.

A savoir

240 000

mal logés. Sur la région Paca, c'est aussi le nombre de logements laissés vacants (estimés sur le nombre de logements où la taxe d'habitation n'est pas demandée). Un gros chiffre qui entre étonnement en parfaite adéquation avec le nombre de mal logés sur la région.

5 000

logements dont 1 500 sociaux, c'est ce que la Ville de Marseille produit par an, se félicitant d'être ainsi « bon élève » dans le classement français. Or, « il en faudrait entre 10 000 à 15 000 pour répondre au manque actuel », évalue Fathi Boaroua, directeur de la FAP Paca.

« Hope City » primé à Cannes ?

Le film « Hope City », réalisé avec des sans-abri et des comédiens professionnels, tourné à Marseille et produit par la Fondation Abbé Pierre avec les studios Time Code sera présenté le 20 mai à Cannes, soit pendant le festival, non pas au Palais mais au foyer des jeunes travailleurs.